

Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "Quel est l'impact du mécanisme International REDD+ sur la gouvernance forestière en République Démocratique du Congo ?"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Lauwers, Emmanuel

Promoteur(s) : Kabamba, Bob

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2019-2020

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/9317>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Rapport de Stage : GICET (Groupe d'Intérêt Coopératif et Économique du Terroir Téké)



Étudiant : Emmanuel Lauwers

Superviseur académique : Pr. Jérôme Jamin

Superviseur scientifique : Pr. Bob Kabamba

Université de Liège

Faculté de Droit et de Sciences Politiques

2ème Master en Sciences Politiques, finalité R.I.

Année Académique 2019-2020

Table des matières

Introduction.....	3
Section 1 : Exposé des motivations.....	3
Section 2 : Présentation du GICET, l'institution d'accueil.....	4
Section 3 : Travail de récolte de données.....	6
Section 4 : Rapport d'Activité.....	7
4.1. Missions de terrain.....	7
4.2. Rédaction de documents divers.....	8
4.3. Participation à des événements en tant que représentant de la coopérative.....	9
4.4. Recherche de financements.....	10
Section 5 : Analyse rigoureuse des liens entre expérience vécue et les matières enseignées.....	10
5.1. Acquis de l'université.....	11
5.2. Lacunes dans notre formation.....	11
Section 6 : Analyse critique de la pratique.....	12
Conclusions.....	14

Introduction

Le présent rapport vise à rendre compte le plus fidèlement possible de l'expérience qui a été la mienne à travers mon stage de 5 mois en République Démocratique du Congo dans la coopérative du GICET (Groupe d'Intérêt Coopératif et Économique du Terroir Téké). Ce document a été segmenté suivant la structure proposée par le règlement des stages 2019-2020. Une section supplémentaire (section 3) revient sommairement sur la place accordée à ma récolte de données dans le cadre du stage, en effet ma venue au RDC était également motivée par l'ambition d'y collecter des données pour mon mémoire. En dehors de cette section et de la section 1, ce rapport se focalise uniquement sur ma démarche professionnelle en tant que stagiaire pour le GICET.

Section 1 : Exposé des motivations

Mon départ en République Démocratique du Congo était mu par une *double motivation*, chacune dans son individualité animant une dimension différente de mon travail sur place, l'une dans l'autre étant pourtant fondamentalement liées.

Motivation professionnelle : Il y a dans le choix de ce stage une volonté marquée de se construire un « profil professionnel » qui coïncide avec les problématiques vers lesquelles je tends à développer une sensibilité dans le cadre de mes recherches en sciences politiques. En effet, le choix du Master en relations internationales ne garantit – à mes yeux – en rien des débouchés pointus si ceux-ci ne sont pas visés d'emblée par l'étudiant, puisse-t-il avoir eu la chance de commencer à orienter son parcours suffisamment tôt.

Le monde académique, et les fonctions vers lesquelles il permet de déboucher au sein d'organisations internationales, de cabinets de consultance, d'institutions inter-gouvernementales, (...) possèdent pour moi un attrait réel. Néanmoins, j'accorde une importance particulière au fait de ne pas me cloisonner d'emblée dans cette sphère, le risque étant de créer une expertise émancipée des réalités dont je voudrais rendre compte. Cette problématique est d'autant plus prégnante que nous touchons ici au « développement », un monde socio-professionnel particulièrement animé par les questions de création du savoir, sa contextualisation et finalement sa légitimité. Ce stage était l'occasion d'amorcer un début de réponse personnelle, en tentant de forger un profil qui se nourrit d'une expérience de terrain en complément de mon souci d'objectivité scientifique.

Motivation scientifique : Le stage possédait un attrait fondamental supplémentaire. Il offrait un terrain d'étude précieux pour la récolte des données liées à la problématique de mon mémoire, à savoir la gestion concertée des ressources forestières en RDC. Nous pouvons même aller jusqu'à dire que, dans

un premier temps, le départ était tributaire de cet objectif de recherche, cherchant plutôt un « prétexte » pour être sur le terrain. Néanmoins le raisonnement inverse est tout aussi cohérent a posteriori, ma problématique de recherche ayant été partiellement – si pas totalement – orientée par le stage qui m'a été proposé.

Nous voyons à ce stade que la motivation professionnelle n'aurait pas pu naître – ou en tout cas pas sous cette forme – sans la motivation académique, l'inverse étant tout aussi vrai. Néanmoins, cela aurait été une erreur de ma part de penser que ces deux démarches représentaient un projet commun. Si le lien entre les deux initiatives en fait une force – le stage permet d'accéder à un terrain inaccessible sans un bon prétexte, le mémoire prodigue une vision académique nécessaire à une intellectualisation des enjeux – leur complémentarité peut tout autant être une faiblesse pour l'objectivation du travail de recherche. En effet quel meilleur biais que d'être soi-même un acteur impliqué dans les dynamiques questionnées ? A cela je répondrai qu'il est une chance que les sciences humaines existent, ces dernières raffolant des questions de réflexivité, distanciation et d'objectivation. J'ai pu me nourrir de ces éléments pour guider ma méthodologie de recherche et mes réflexions personnelles.

Section 2 : Présentation du GICET, l'institution d'accueil

Le GICET (Groupe d'Intérêt Coopératif et Économique du Terroir Téké) se définit comme une coopérative villageoise communautaire rassemblant six chefs coutumiers de l'ethnie Téké, située dans l'extrême Sud du secteur de Kwamouth (district du Plateau, province du Mai-Ndombe), ainsi que leurs communautés, autour d'un « projet commun d'agroforesterie climatique ».

Selon l'acte constitutif du GICET, il s'agit plus précisément d'une « société coopérative » soumise au droit des affaires OHADA¹. Elle possède donc formellement une Assemblée Générale, un Conseil d'Administration, un Bureau Exécutif. Néanmoins, sa structure juridique rend peu compte de la réalité effective actuelle, les dynamiques décisionnelles se cristallisant autour des autorités coutumières, des comités locaux de développement et de son secrétaire exécutif : Olivier Mushiete. La coopérative est en effet dans un état de gestation depuis son sursaut constituant début 2016. Cela peut s'expliquer par un manque d'accès à des financements conséquents, ceux-ci étant nécessaires pour le lancement de ses activités. On peut néanmoins noter qu'à ce stade les chefs coutumiers membres de la coopérative ont cédé un patrimoine foncier conséquent de 10,400 ha de terrain, et que les comités locaux (se basant sur une dynamique électorale « démocratique ») ont pris une place dans la gestion des villages, malgré le fait qu'ils tournent au ralenti. Si la dynamique actuelle de la coopérative devait principalement être

¹ L'acronyme OHADA renvoie à l'« Organisation pour Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires », il s'agit d'une organisation internationale de pleine exercice poursuivant une œuvre d'intégration juridique entre ses pays membres, elle regroupe aujourd'hui 17 États dont la RDC.

observée quelque part ce serait à Kinshasa, où son secrétaire exécutif travaille à rassembler les ressources nécessaires à la mise en place du projet KOK25 (Kongo Opération Sud-Kwamouth 2025), un projet d'agroforesterie à grande échelle qui devrait être implanté par l'action du GICET au sein de son assise territoriale, cette dernière ayant par là même l'occasion de s'étendre.

Il semble important de pointer du doigt que si le GICET reste à un stade que l'on pourrait qualifier d'embryonnaire, cette coopérative est le fruit de deux précédents projets (Projet Ibi-Batéké et Novacel Sud-Kwamouth) qui ont contribué à l'émergence d'un modèle de gestion des terres agroforestier, le modèle « Ibi-Village ». Fondé en 2009, le puit de carbone de Ibi avait pour ambition de convertir 4,000 ha de savanes dégradées en forêt - destinée à la production de makala (charbon de bois) mais également à la mise en place de parcelles de conservation pure. Si le projet a finalement plafonné à une reforestation de 1,500 ha, il a joui d'une certaine reconnaissance à la fois au sein d'institutions intergouvernementales : Collaboration avec la Banque Mondiale, enregistrement en 2011 comme Mécanisme de Développement Propre sous la UNFCCC (projet n°4176). Mais également dans le monde académique et auprès des agences de consultance internationales : collaboration avec l'ONFI, Salva Terra, EU REDD Facility à travers la rédaction d'étude de faisabilité, de notes techniques etc. Cet appui technique a souvent été l'occasion de mettre Ibi sur la carte et de l'inclure dans les réflexions internationales touchant aux questions d'agroforesterie, de gestion des ressources forestières, d'atténuation des effets du changement climatique, de changement des habitudes agricoles, de gestion communautaire... Un brassage intellectuel qui a laissé des traces.

Le projet REDD+ NSK (Novacel Sud-Kwamouth) émergea en 2011, il étendit la zone d'action du modèle vers le territoire du Sud-Kwamouth, au nord de Ibi. Le projet était financé par la Banque Africaine de Développement et était implanté par la société Novacel (créée par Paul Mushiete) et avait pour objectif de servir de projet pilote REDD+ pour la mise en place de la stratégie nationale REDD+ de la RDC. NSK couplait l'action opérationnelle de Novacel avec une gestion « décentralisée » par les villages, fondée sur la distribution de parcelles individuelles et la mise en place de comités de développement. 2,500 ha sont annoncés avoir été reboisés par les porteurs du projet. Malheureusement, le projet arrêta avant son terme et la société Novacel tomba en faillite, le GICET avait été créé avant cette fin précipitée pour pérenniser les investissements du projet et permettre une meilleure assimilation du projet par la communauté.

Section 3 : Travail de récolte de données

Associer ma venue au RDC dans un cadre professionnel avec une démarche scientifique présentait un potentiel schizophrénique, les sciences humaines nécessitant pour beaucoup d'élaborer une

distanciation avec son objet d'étude. Mais paradoxalement, ne pas avoir de cadre d'action en RDC m'aurait empêché d'accéder à ce même objet d'étude. Quel était donc le degré de réflexivité nécessaire pour équilibrer les deux ? Pour Favret-Saada, l'« observation participante » est un oxymore, un observateur ne peut pas atteindre l'objectivité, il doit être « affecté » par son terrain, condition sine qua none pour construire son ethnographie². Olivier de Sardan met de son côté en garde contre cette école post-moderniste qui a voulu embrasser le subjectivisme du chercheur à l'extrême, poussant l'auto-réflexivité méthodologique de ce dernier jusqu'à occulter l'ambition de rendre compte du réel des autres, but initial de la démarche³.

Afin d'éviter outre-mesure d'inhiber ma recherche par des considérations liées à mon implication émotionnelle personnelle au sein d'un organisme que je voudrais étudier d'un regard objectivant, j'ai décidé de mettre en place une série de garde-fou autour de ma recherche. En effet, j'ai rapidement réalisé que ma fonction au sein du stage me permettait d'accéder à des tables de discussion et des terrains d'implémentations de projets sans que ceux-ci impliquent automatiquement l'action du GICET ou des personnes qui le composent. De plus, la construction de mon réseau – acquis dans un premier temps grâce au stage – m'a permis de mettre en place une vingtaine d'interviews avec des personnalités actrices de ma problématique de recherche. J'ai tenté de mettre en place des interviews dits *ethnographiques*, ces derniers consistant à inviter petit à petit l'interviewé à se détacher des paramètres idéologiques et techniques qui régissent son champ d'action⁴. Cette démarche ayant pour ambition de combler partiellement le manque d'accès à une série de terrains et de réseaux d'acteurs. Il est heureux que O. Mushiete m'ait laissé le temps suffisant à allouer à ma recherche, en définitive je crois avoir réparti mon temps autour de 60% stage – 40% mémoire.

Section 4 : Rapport d'Activité

Cette section rendra compte des actions entreprises durant l'entièreté du séjour dans le cadre de ma fonction de stagiaire pour le GICET. Avant toute chose, certaines considérations préalables concernant le compte-rendu des événements doivent être notées :

- ***Le rapport se limite aux événements liés directement au stage et non à la récolte de données :***
Cette section ne décrira les événements à « double nature » que dans leurs dimensions liées au stage.
- ***Le rapport ne rend pas compte de tâches qui ne se sont soldées sur aucun résultat/produit fini :*** A part la participation à des événements, les tâches qui n'ont pas abouti au moins à une

2 SOULE B., « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, Vol. 27, 2007, pp. 127-140.

3 OLIVIER DE SARDAN J-P., « Le "je" méthodologique : Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, Vol. 41, n°3, 2000, pp. 417-445.

4 BAKER T. & McGUIRK P., « Assemblage thinking as methodology : commitments and practices for critical policy research », *Territory, Politics, Governance*, 2016.

trace écrite ne seront pas explicitées outre-mesure dans ce rapport. Néanmoins cette absence de résultat est importante pour notre analyse et est abordé dans la section 6.

- ***Le rapport regroupe les tâches accomplies par catégorie :*** Nous n'allons pas retracer ici les événements selon une ligne du temps chronologique mais bien par *catégorie* de tâches. Il serait confus de procéder inversement, certaines tâches se chevauchant ou s'étalant dans le temps.

4.1. Missions de terrain

Mission I2DPB (06 mai - 15 mai) : J'ai rapidement été impliqué dans les préparatifs d'une mission de récolte de données audiovisuelle dans le Sud-Kwamouth. La mission s'inscrivait dans le micro-projet I2DPB (initiation au développement durable sur le plateau des Batéké) qui avait pour ambition de mettre en lumière le rôle des chefs coutumiers (porteurs de la coopérative GICET) et leur vision pour l'avenir de leur village, le but étant d'aller à leur rencontre pour les interviewer. L'objectif affiché du produit audiovisuel final était à la fois d'être utilisé pour sensibiliser les jeunes de la région mais également d'augmenter la visibilité du projet KOK2 sur les réseaux sociaux, dans l'espoir de voir arriver des financements. L'objectif de visibilité ne sera jamais atteint durant mon séjour pour des raisons multiples. Néanmoins, la mission a été effectuée « avec succès » avec les moyens du bord (transport à trois sur une moto en saison des pluies, logement chez l'habitant...). Mon rôle étant principalement de capturer les images et le son durant les interviews des chefs et d'établir une série d'observation. Je renvoie à l'**annexe 1 (rapport de mission : I2DPB)** pour un compte-rendu complet des opérations. La rédaction des rapports de mission était un travail qui m'était automatiquement attribué. J'ai durant le reste du séjour travaillé avec TERENCE Ngawara sur le montage de la capsule vidéo, celle-ci est finalisée mais en attente d'une campagne de communication.

Lancement de l'antenne Radio Nsia Mala Mala (07-08 juin) : Le territoire du Sud-Kwamouth, fortement enclavé, souffre de problèmes de communications, que cela soit en terme d'infrastructures routières (routes en terre difficilement praticables) ou de télécommunication (aucune onde téléphone ne passe). Une des stratégies envisagées par O. Mushiete pour surmonter partiellement cet obstacle est celle de l'installation de radios locales gérées par les comités de développement, l'objectif étant de favoriser une dynamique coopérative entre les villages, avant d'installer des hotspots internet. Nous nous sommes rendus avec une équipe de 5 personnes au village de Masa Mbio pour installer le minimum technique nécessaire au lancement d'une antenne radio et avons participé le lendemain à l'émission inaugurale. Ma fonction se limitait ici plutôt à un rôle de rapporteur/photographe/assistant. Veuillez vous référer à l'**annexe 2 (rapport de mission : installation antenne radio Nsia Mala Mala)** pour un compte-rendu complet des opérations.

Mission de reconnaissance BDK (11-21 août) : Le GICET aspire à rallier différents villages du Secteur de Kwamouth à sa cause. O. Mushiete, avec l'aide de son conseiller politique (J-M Kasima), a donc imaginé la « tournée » d'une série de villages importants du Secteur en effectuant l'itinéraire suivant : suivre la rive gauche des rivières Kwango, Kasai et Kwa jusqu'à la ville de Kwamouth située à l'embouchure du fleuve Congo, de manière à dessiner une boucle de plusieurs centaines de kilomètres, le tout en pirogue motorisée, afin d'établir le contact par la voie fluviale avec ces villages fortement enclavés. Cette Boucle de la Kwango (BDK) devra voir le jour dans le courant du premier semestre 2020 de manière formelle. Néanmoins, cette tournée a été pensée en deux temps, il a en effet été décidé d'effectuer une mission de reconnaissance dans le courant du mois d'août 2019. C'est dans cette mission que nous (une équipe de 4 personnes et moi-même) nous sommes lancés. Nous avons rencontré les autorités coutumières de 10 villages, ce travail a rencontré un vif enthousiasme de la part des populations. Mon rôle a principalement été celui de récolter les données logistiques nécessaires à la mise en place de la tournée officielle (logements, personnes de contact, nourriture, prix, ...) ainsi que de rédiger un nouveau rapport. Ce dernier est plus conséquent que les deux autres de par sa finalité : servir de vitrine pour les actions effectuées par le GICET à l'intention de multiples acteurs (médias, autorités administratives, partenaires internationaux, ...). La rédaction de ce rapport a été l'occasion pour moi de collaborer avec la DIAF (Direction des Inventaires et Aménagements Forestiers) lors de l'exercice de cartographie du parcours effectué. Vous retrouverez tous les détails de cette mission à **l'annexe 3 (rapport de mission : mission boucle de la Kwango)**, la lecture de ce dernier peut se limiter au résumé exécutif, aux conclusions et aux recommandations.

4.2. Rédaction de documents divers

Note de projet I2DPB : Le projet I2DPB (voir supra) s'inscrivait dans le cadre d'un partenariat avec le PNUD (Programme des Nations-Unies au Développement) auprès duquel une demande de micro-financement avait été introduite par O. Mushiete. Comme chaque bailleur de fonds, le « template » de demande de financement du PNUD doit être complété pour ensuite être évalué selon une série de critères. À mon retour de mission, O. Mushiete m'a demandé de me servir des informations du template pour mettre en forme une note de projet standard pour le projet I2DPB. Ce travail était relativement sommaire, vous pourrez le retrouver à **l'annexe 4 : Note de projet I2DPB**.

Note de motivation à l'intention des ministères : Le GICET cherche à établir des partenariats public-privé avec une série de ministères. C'est dans ce cadre que j'ai été amené à rédiger une note de motivation à l'intention du secrétaire générale du ministère de l'environnement, fournissant une base pour d'autres notes de motivation. Vous trouverez celle-ci à **l'annexe 5 : Note de motivation à l'intention du secrétaire générale du Ministère de l'environnement**.

Chaîne de production Makala Ibi village – Note piste de réflexion : Ce travail a été rédigé dans le cadre d'une tâche effectuée pour le puit de carbone de Ibi (voir supra), village dont O. Mushiete est le chef coutumier. Cette note est née de la réflexion suivante : Comment évaluer la valeur exacte du Makala (charbon de bois issu des forêts d'acacias) produit par Ibi sans une connaissance exacte des coûts de production sous toutes leurs dimensions par les gestionnaires du villages ? L'idée étant que connaître cette valeur du makala au sac (ou au kg) permettrait de se projeter de manière plus réactive et plus compétitive sur le marché du makala de Kinshasa. J'ai donc profité de la venue de Cédric Mushiete (filleul d'O. Mushiete) à Ibi pour me lancer avec lui dans une micro-étude de la chaîne de valeur du Makala de Ibi village. L'obstacle principal auquel nous faisons face étant celui de l'opacité des coûts (particulièrement les paiements pour services) et des transactions des différents acteurs impliqués dans la production du village. Cette micro-étude ne doit évidemment pas être lue en intégralité (beaucoup de chiffres dans la première partie) mais elle reflète une dimension différente de mon travail, vous retrouverez cette note à l'**annexe 6 (Chaîne de production Makala Ibi – Pistes de réflexions)**.

4.3. Participation à des événements en tant que représentant de la coopérative

USAID Community Forest Concessions and Private Sectors Engagement Round Table Workshop (12-13 juin 2019) : L'agence bilatérale de coopération au développement des États-Unis USAID organisa une table de discussion de 2 jours à l'hôtel Kin Plaza (Kinshasa) pour faciliter un dialogue entre acteurs liés de près ou de loin à la mise en place de concessions de forêts communautaires locales (CFCL) en RDC. Cette rencontre visait également à inviter les parties prenantes présentes à s'engager dans la signature de partenariats et à repenser leurs modèles de gestion en les calquant sur un « business model » afin de favoriser leurs chances d'« economic sustainability ». O. Mushiete n'ayant pu se rendre sur les lieux j'ai participé seul à cette rencontre en tant que représentant officiel du GICET.

6ème table ronde multi-acteurs nationale sur la foresterie communautaire en République Démocratique du Congo : Chaque année depuis 2015 une plate-forme de concertation et de dialogue entre divers acteurs impliqués dans la foresterie communautaire (acteurs gouvernementaux et internationaux, organisations de la société civile, ...) s'organise à Kinshasa. Je m'y suis également rendu comme seul représentant du GICET.

4.4. Recherche de financements

DRC environment partnerships program (DRC EPP) : Chaque année, l'USAID propose à travers CARPE (Central Africa Regional Program for the Environment) de s'engager dans de nouveaux

partenariats en RDC au sein de sept secteurs prioritaires définis par les gouvernements de la RDC et des États-Unis. Ce programme de partenariat vise à prodiguer les supports financier et non-financier nécessaires à la mise en place de solutions innovantes opérationnalisées par des porteurs de projets locaux ou internationaux. Le workshop du 12 et 13 juin (voir supra) avait comme objectif de former des coalitions d'acteurs qui introduiraient conjointement une demande de financement, et ce, à travers les prismes de réflexion développés durant l'atelier.

Après réflexion, j'ai décidé de mon propre chef, après m'être brièvement entretenu avec O. Mushiete sur le sujet, d'étudier les critères d'éligibilité et les termes des partenariats proposés par l'USAID. Une fois cette phase préliminaire terminée, j'ai contacté la personne de référence à l'USAID/CARPE pour m'assurer de certaines modalités administratives avant de commencer à rédiger la note de projet du projet KOK25. Cette note est calquée sur le template fourni par l' EPP. Vous trouverez la note finale à l'**annexe 7 (USAID DRC EPP Concept Paper – KOK25)**. Ce document peut servir d'instrument de référence pour tenter d'appréhender le contexte dans lequel s'inscrit la stratégie d'action de la coopérative, les acteurs clefs, les dynamiques de pouvoir locales, l'alignement sur les objectifs nationaux de développement, les résultats attendus par le projet, etc. Ce document permet également d'introduire la coopérative de façon schématique à des individus anglophones, et peut être dérivée dans d'autres formats si nécessaire afin de faciliter la recherche de fonds vers d'autres bailleurs de fonds. Cette note de projet est sans conteste le document le plus important rédigé par mes soins dans le cadre de ce stage et j'invite les lecteurs du présent rapport à en prendre connaissance. Cette note a été l'occasion d'établir un travail de synthèse autour du GICET et a bénéficié de l'apport d'articles scientifiques, d'études de faisabilité et de rapports officiels. Les deux autres documents écrits les plus conséquents sont les annexes 3 et 6.

Section 5 : Analyse rigoureuse des liens entre expérience vécue et les matières enseignées

Nous allons segmenter de manière assez binaire cette section en deux sous-sections distinctes : Les apports solides fournis par notre formation académique d'abord, les lacunes ou manquements que l'institution universitaire n'a pas su nous apporter, ensuite. Tout cela évidemment dans le contexte de ce stage et des défis qui lui sont propres.

5.1. Acquis de l'université

Une vision multi-disciplinaire réflexive propre aux études de sciences politiques : L'atout principal de notre formation reste selon moi le fait qu'elle soit en définitive un agrégat de paradigmes issus d'une diversité de disciplines universitaires : droit, sociologie, philosophie, histoire... De plus, nous ne nous

arrêtons pas là, nous étudions les notions issues de ces disciplines pour ce qu'elles ont vocation à rendre compte du réel et nous apprenons également à re-contextualiser l'émission d'un paradigme intellectuel, le développement de la pensée d'un auteur, la naissance d'une discipline, etc. à travers les dimensions socio-culturelle-historique-politique(...) qui les a vu naître. Nous ne nous contentons pas d'étudier le réel, nous étudions l'étude du réel. Cet atout est d'autant plus pertinent dans le monde du développement qui voit évoluer une série d'individus issus d'environnements socio-professionnels abondamment variés. Notre savoir nous permet d'établir des passerelles entre ces disciplines et d'appréhender les phénomènes à travers un maximum de dimensions.

Naissance d'un relativisme modéré : A mes yeux, cette gymnastique d'esprit joue un rôle dans notre capacité à appréhender une réalité nouvelle telle qu'elle est et pas telle qu'elle devrait être, ou en tout cas d'exercer notre sensibilité à différencier très clairement les deux. Cette mise à l'échelle me permet de ne pas m'arrêter sur une confrontation idéologique, un conflit de valeur etc, obstacles qui peuvent freiner une intégration réussie dans un environnement foncièrement différent, en l'occurrence dans ce cas-ci en République Démocratique du Congo.

Une connaissance nourrie par les cours ex cathedra : A côté des points précédents qui font référence à des acquis plus globaux, une série de cours m'ont permis de mieux appréhender les réalités institutionnelles, géostratégiques, politiques qui animent l'Afrique et plus précisément le Congo. Je pense notamment au cours de Politologie Africaine (dispensé par le professeur Kabamba), Régionalisme (Pr Santanders), Sociologie de la coopération internationale (Pr Pirote)... Nos différents travaux de rédaction nous ont également donné les outils nécessaires pour un travail de rédaction décent, tant sur le fond que sur la forme.

5.2. Lacunes dans notre formation

Faible développement des compétences actives : Si l'université nous permet d'assimiler et de restituer une quantité conséquente de savoirs, ceux-ci restent de l'ordre des compétences passives. Nous savons beaucoup, mais nous ne savons pas *faire* beaucoup. La construction de notre rhétorique, le développement de notre intelligence émotionnelle, la mise en forme d'un dossier Excel sont autant de compétences qui auront un impact majeur dans notre futur emploi. Pourtant, l'université ne semble pas vouloir jouer le rôle de nous y préparer.

Un esprit critique en définitive peu mobilisé : Le développement de l'esprit critique reste la pierre angulaire de l'enseignement universitaire, selon moi nous remettons en permanence en question deux choses : ce que nous pensons savoir et ce qui nous est enseigné. Si la première dimension (ce que nous

pensons savoir) est à mes yeux régulièrement mobilisée, une réflexion méta (autour des matières enseignées) gagnerait à être mieux développée, que cela soit au début comme à la fin de notre cursus. De plus, si les concepts sont souvent présentés sous toutes leurs coutures, il est rare que l'ambiance de la salle de classe laisse place à un débat contradictoire qui implique les élèves. Il est évident que ce trait demeure plus saillant dans certains cours que dans d'autres.

La dimension économique, notre point faible : En ce qui me concerne, je regrette l'absence d'une formation plus poussée sur les enjeux économiques. Quand la naissance d'un paradigme économique comme le libéralisme par exemple est une *notion* que nous avons vue et revue, nous sommes difficilement capable de nous positionner solidement sur un débat qui toucherait aux mesures d'austérité, aux politiques des retraites ou à la relation concrète que l'Etat entretient avec les banques dans une économie dérégulée. Dans le cadre de mon master, cette lacune se fait sentir au moment d'aborder concrètement la quasi-totalité des enjeux globaux. Les cadres explicatifs englobants (théories réalistes, inter-dépendantistes, ...) donnent un angle de lecture, mais se limitent au simple débat d'idée quand nous devrions pour moi nous pencher sur des réalités ultra-contextualisées qui permettent de mettre en lumière les enjeux de partage des ressources, de luttes fiscales, de chaînes de production interdépendantes, de conflits commerciaux... Autant d'enjeux qui façonnent indéniablement pour moi les relations internationales d'aujourd'hui. Cette lacune se fait sentir en tant que stagiaire principalement pour des questions de crédibilités intellectuelles. Il est difficile de se présenter comme étudiant spécialisé en relations internationales en arborant des notions aussi abstraites que les concepts issus des paradigmes classiques. Surtout face à des Congolais, premiers lésés par la relation bien réelle et complexe que leur pays entretient avec le reste du monde.

Section 6 : Analyse critique de la pratique

Un rôle d'« Assistant direct » : Comprendre mon implication dans le GICET et le rôle que j'y ai joué ne peut se faire sans aborder d'entrée de jeu ma connexion directe avec son secrétaire exécutif, Olivier Mushiete. Premièrement, la plupart de mon temps était passé à Kinshasa, et quel autre endroit pour y vivre que la chambre disponible laissée à mon entière disposition dans son appartement ? Le fait que j'ai été à la fois stagiaire, colocataire et ami de mon maître de stage jouait un rôle fondamental dans la nature de mon travail. Cela signifiait que mon lieux de vie pouvait tout autant devenir mon environnement professionnel, partant que nous décidions de transformer une discussion informelle en discussion de travail, faisant naître des priorités d'actions à l'endroit même où je prenais mon petit-déjeuner. Deuxièmement, le GICET existe à l'heure actuelle plutôt comme une projection mentale (créant une *solidarité de fait* auprès des différentes communautés qui la composent) plutôt que comme

un réel organisme bureaucratique hiérarchisé. Ceci rend la coopérative dormante, condamnée à une gestion en « affaire courante » tant que les ressources n'auront pas été mobilisées par O. Mushiete à Kinshasa. Ces deux points – ma forte proximité *de facto* avec O. Mushiete et son rôle central pour la coopérative – ont résulté dans la pratique sur une fonction d' « assistant » du Secrétaire Exécutif de la coopérative, les ordres ne pouvant finalement venir que de lui. Ce rôle au sein du GICET me permettait par la même occasion d'embrasser une vision d'ensemble du cours des événements.

Une multiplicité parfois disparate des tâches à accomplir : La nature de mon rôle et l'absence cruelle d'employés pour la coopérative m'ont amené à m'occuper de « dossiers » foncièrement multiples. Cette particularité était renforcée par le caractère spontané que pouvait prendre l'affectation de mes tâches par O. Mushiete, tout comme sa particularité à fixer un jour une tâche comme hautement prioritaire, seulement pour la laisser à l'abandon au profit d'une autre ensuite. Cela m'a amené à fournir beaucoup d'efforts sur certains dossiers en définitive obsolètes ou d'être forcé à en abandonner en cours de route aux profits de nouvelles priorités, laissant derrière un sentiment d'inachevé. Cette confusion était renforcée par une tendance à mes yeux assez marquée de mon maître de stage à balancer d'un jour à l'autre entre délégation totale et contrôle intensif de mon travail. Ce grand-écart sera source de frustrations et de tension pour lui comme pour moi. Je suis très évidemment à blâmer en ce sens, cherchant peut-être trop souvent une occasion de le contredire même quand cela n'était pas pertinent. Il est à noter que, à partir du deuxième mois, O. Mushiete a régulièrement du partir en mission dans le Haut Uele dans le cadre de son contrat avec le UNHCR, ce qui nous a permis je pense de mieux travailler, échangeant par mail sur la ligne d'action que je devais suivre, tout en me laissant une marge de manœuvre plus confortable.

Le projet KOK25, une chimère ? Si la coopérative GICET est dormante, le projet KOK25, que celle-ci devra mettre en place, n'a quant à elle même pas encore le mérite d'exister. O. Mushiete a rassemblé un nombre impressionnant d'individus influents autour de sa cause mais ceux-ci sont pour la plupart réunis dans un groupe de messagerie instantanée (WhatsApp), lieu virtuel où les plus actifs s'échangent des déclarations d'intentions et confortent une position commune. Ceci reste pour moi inadéquat pour coordonner une action à l'échelle de celle que le projet prétend vouloir atteindre. La plupart de ces individus étaient de plus très peu au courant des réalités du projet en dehors de ses lignes introductives. Quand O. Mushiete invite à la prise d'action sur « notre » projet, celui-ci parle à vrai dire pour moi de « son » projet. Nuançons néanmoins avec le fait que si à Kinshasa le projet semble abstrait et lointain, il n'en est pas de même sur le terrain. En effet les autorités coutumières et leurs communautés ont foi en O. Mushiete pour sa personne de chef coutumier et grâce aux acquis de ses précédents projets. Si le

GICET souffre de l'absence d'un corps organisationnel conséquent, celui-ci peut se targuer d'une légitimité sans pareille et d'un potentiel d'assimilation rare auprès des populations.

Ma présence de « Mundele » : Mon rôle était celui d'un étudiant stagiaire en sciences politiques, mais l'image que je renvoyais indirectement était loin de se limiter à ça. J'étais le *mundele* (« blanc », en Lingala), ce qui appelait un imaginaire puissant qui survivait indirectement de mes paroles et mes actions. Ma présence racontait une histoire, dans notre cas celle de donner malgré moi une crédibilité à un projet auquel je voulais seulement participer en tant que serviteur. Cette prise de conscience est née des interactions que j'ai eues lors de ma dernière mission de terrain. De par ma venue, je laissais sous-entendre malgré moi que le destin de ces villages avait été pris en considération par quelconque bureau climatisé ayant des dollars à dépenser. Cet aspect instrumental de ma venue a nourri beaucoup de réflexions personnelles.

Conclusions

Il n'a pas été aisé de rendre compte d'un stage comme celui-ci dans sa globalité tant il comprend de dimensions allant au-delà de l'expérience professionnelle. En effet ce stage fut atypique à tous les niveaux, tant par sa destination que par sa nature. Il a en définitive mis à l'épreuve une capacité d'adaptation qui demandait à l'être et interrogé une série de notions pré-conçues dont nous sommes tous chargés. Il a également permis de pousser une logique de recherche à son paroxysme tout en nourrissant un profil professionnel que je voulais voir « prendre de la bouteille ».

Ce stage a également été l'occasion de s'interroger sur les conséquences de ses actes dans un contexte professionnel et la place qu'un étudiant en sciences politiques peut prendre dans la société. Notre formation nous permet en effet d'occuper un nombre innombrable de fonctions, certaines n'ayant pas encore de noms pour les qualifier. Cette expérience a donc permis d'ouvrir un champ des possibles attrayant tout en me permettant de regarder derrière moi avec un sourire satisfait.